
Bulletin d'histoire politique

Les transformations récentes de l'histoire contemporaine en France

François Dosse



Volume 2, Number 4, Spring 1994

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063422ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063422ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Dosse, F. (1994). Les transformations récentes de l'histoire contemporaine en France. *Bulletin d'histoire politique*, 2(4), 30–36.
<https://doi.org/10.7202/1063422ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

par le désengagement de l'État des politiques sociales dans leur ensemble que par la fin de l'universalité des allocations familiales fédérales en particulier.

Conclusion

Les objectifs explicites du discours sur la nouvelle Prestation fiscale pour enfants se veulent les mêmes que ceux des allocations familiales en 1945: le bien-être des enfants et l'appui financier aux familles. Et tout comme en 1945, cette mesure répond à des impératifs économiques. Cependant, la fin de l'universalité des allocations familiales signifie la fin d'une reconnaissance symbolique, si minime soit-elle, de la contribution sociale et économique des mères et du maternage.

Avec la Prestation fiscale pour enfants, les femmes ne sont plus cataloguées comme mères au départ, mais bien en fonction de leur insertion sur le marché du travail ou de celle de leur conjoint. Cette politique ne règle certainement pas la question, à savoir, comment le soin et le coût des enfants devraient être assumés dans notre société, mais met en place un nouvel encadrement de ce travail dont les effets restent à mesurer.

LES TRANSFORMATIONS RÉCENTES DE L'HISTOIRE CONTEMPORAINE EN FRANCE

par François Dosse

(Extrait d'un article tiré de *La revue du M.A.U.S.S.* (mouvement anti-utilitariste en sciences sociales) nos 15-16, 1^{er} et 2^e trimestre 1992, pp. 176-193. Reproduit avec permission.)

Le retour du politique

Ce qui domine, c'est incontestablement le retour du politique qui avait été le grand domaine délaissé par la tradition des *Annales* qui considérait celui-ci comme relevant du singulier, de l'accidentel dont l'historien devait en scientifique se prémunir pour se consacrer, au contraire, à ce qui dure. À la généalogie du national selon Lavissee s'était substituée une

généalogie du social, souvent économiciste. On assiste aujourd'hui au contraire à un renouvellement certain de l'histoire politique dont l'initiateur en France fut René Rémond avec la publication de sa thèse, en 1954, *La Droite en France*. Aujourd'hui, autour de lui, de la Fondation nationale des sciences politiques et de l'université de Nanterre ou de l'Institut d'histoire du temps présent, une nouvelle histoire politique est née, riche des apports d'un dialogue fécond avec les autres sciences sociales, notamment avec les politicologues, la sociologie électorale, les juristes.

À cet égard, la publication récente, en 1988, d'un ouvrage collectif sous la direction de René Rémond, *Pour une histoire politique* (Le Seuil), est symptomatique de ce retournement de conjoncture historiographique. Les leçons de la nouvelle histoire ont été retenues par les auteurs des douze contributions de l'ouvrage. Le politique y est conçu en un sens élargi à l'étude des mots, des manifestations et des mythes fondateurs de l'imaginaire social et s'étaie d'une minutieuse attention aux fluctuations électorales. René Rémond constate: «L'histoire politique connaît un étonnant retour de fortune dont les historiens n'ont pas toujours perçu l'importance.»

Jean-Pierre Azéma dresse le panorama des conceptions de la guerre dans leurs rapports avec la rationalité et la violence. Les élections, les partis, les associations, les biographies, l'opinion, les médias, les intellectuels, les idées politiques, les mots, la religion dans son rapport au politique, les relations entre politique intérieure et extérieure sont tour à tour étudiés par René Rémond, Serge Bernstein, Jean-Pierre Rioux, Philippe Levillain, Jean-Jacques Becker, Jean-Noël Jeanneney, Jean-François Sirinelli, Michel Winock, Antoine Prost, Aline Coutrot et Pierre Milza. Il en résulte que le politique irrigue de nouveau le champ historique, mais avec un regard nouveau, et comme lieu de gestion de la société globale, non pas comme sous-continent déconnecté de l'histoire sociale. L'extension du politique au champ de l'imaginaire a eu comme pionnier l'oeuvre de Maurice Agulhon, avec son concept clé de sociabilité¹. Définie comme une «aptitude à vivre en groupe et à consolider les groupes par la constitution d'associations volontaires» par Maurice Agulhon, la sociabilité a permis d'offrir un vaste champ nouveau à la recherche, qu'illustre la parution récente

1. M. AGULHON, *La République au village*, Le Seuil, Paris, 1979.

d'*Histoire vagabonde*² qui regroupe une vingtaine d'articles de la période 1968 à 1987. Insatisfait de l'histoire politique traditionnelle, Maurice Agulhon scrute au plus profond les fondements du civisme et du républicanisme au cours du XIX^e siècle. Derrière les lois et la scénographie de la caste politicienne, il met en valeur une circulation plus souterraine, celle qui entretient un rapport d'adhésion à toute une démonstration de la foi républicaine autour d'une statuaire spécifique, d'inscriptions et fontaines qui permettent le rassemblement et l'expression d'une ferveur collective.

Certains ont profité de ce retour du politique pour se délester des bases économiques et sociales et se confiner à une lecture étroitement politiste. Ce n'est pourtant pas toujours le cas; par exemple, lorsque Blandine Barret-Kriegel (PUF) s'intéresse au discours historien confronté au pouvoir, ou lorsque Colette Beaune étudie *la Naissance de la nation française* (Gallimard), on est loin du discours traditionnel. En revanche, *l'Histoire de France-Hachette* révèle avec fracas le retour de la Maison France au sens le plus traditionnel, la victoire posthume du vieux maître Lavis. On y retrouve les grandes chroniques de France qui ont eu pour fonction de légitimer le pouvoir royal en place à partir d'une nation-annonciation. C'est une histoire-miroir de la raison d'État d'une France incarnée par les familles royales successives. Les grandes batailles reprennent leur place, contestée jusque-là, et ceux qui restaurent leur importance sont ceux qui la contestaient hier.

Cette histoire étroitement politique s'ouvre sur la dimension d'une écriture plus conceptuelle, avec François Furet qui dirige depuis 1984 l'Institut Raymond-Aron où il côtoie tout un réseau de philosophes avec lequel il a collaboré pour publier avec Mona Ozouf le *Dictionnaire critique de la Révolution française* (Flammarion, 1989). Sa problématisation de la période se paie au prix fort de l'abandon de toute la dimension économique et sociale de l'histoire. C'est ainsi que son énorme *Dictionnaire* ne comprend pas même une entrée, sur mille pages, à bourgeoisie ou à capitalisme. L'histoire sociale y est tout simplement congédiée. Ce retour du politique remet sur le devant de la scène médiatique et des chroniques estivales du *Monde* les

historiens de sciences politiques. René Rémond est devenu le commentateur le plus expert des soirées électorales à la télévision, Michel Winock nous raconte 1789 par le menu, Jean-Pierre Azéma nous fait revivre les heures sombres de 1939 à l'occasion du 40^e anniversaire et Jean-Pierre Rioux anime *XX^e siècle, Revue d'histoire*, diffusée par les Presses de la Fondation des sciences politiques. Éclairer l'épaisseur temporelle des enjeux du présent est leur ambition commune. La place conférée au politique y est prépondérante, sans pour autant brader l'interrogation problématique au profit du simple récit chronologique.

Le retour du biographique

L'autre grande idole de la tribu historienne, qui avait été radicalement éliminée du discours historien savant des *Annales* sur les conseils du durkheimien François Simiand en 1903, est l'idole biographique. Or, dans la dernière décennie, l'histoire s'écrit de plus en plus au singulier et l'histoire biographique connaît un essor spectaculaire. Le succès retentissant en 1975 de Paul Murray Kendall avec son *Louis XI* (Fayard) a éveillé et réveillé des vocations rentrées. Le millénaire de l'avènement des Capétiens et le contexte individualiste ont fait le reste pour remettre au goût du jour un genre jusque-là particulièrement décrié et laissé aux historiens du dimanche. Toutes les écoles ont exhumé dans un même élan la biographie. Jean Lacouture avait déjà depuis longtemps excellé dans ce genre dans le domaine de l'histoire contemporaine avec ses *Blum, Malraux, Mendès France, De Gaulle...* On compte à ce jour près de deux mille ouvrages publiés sur le général de Gaulle, et le centenaire de sa naissance a encore offert une abondante moisson sur le sujet.

La rentrée littéraire de l'automne 1990 a encore permis de mesurer l'ampleur du phénomène de retour sur le biographique avec les publications de la biographie d'*Alexandre III* par Henri Troyat (Flammarion), de *Staline* par Dimitri Volkoganov (Flammarion), de *Mazarin* par Pierre Goubert (Fayard), de *Xantorowicz* par Alain Boureau (Gallimard), ou encore avec le *Hitler* de Martin Steinert (Fayard). Dans ce concert, on retrouve jusqu'aux historiens des *Annales*, école née contre le genre biographique: Marc Ferro a récemment publié un *Pétain*, Jacques Le Goff

2. Id., *Histoire vagabonde*, 2 vol., Gallimard, Paris, 1988.

prépare un *Saint-Louis*, et Pierre Chaunu un *Calvin*... Décidément, l'individu, le biographique s'offrent comme le plus petit dénominateur commun de tous les historiens qui se retrouvent par-delà leurs clivages politiques et théoriques. Ce retour sur l'« autre » comme singulier se double d'un intérêt autobiographique, d'une interrogation sur soi que l'historien Pierre Nora a récemment expérimenté sur la tribu historienne elle-même, en définissant dès 1985 un genre nouveau avec l'ego-histoire. L'historien assume dans ce cas pleinement sa situation de sujet investi dans le présent et ne s'efface plus derrière la neutralité dite scientifique. Les délices de l'ego donnent même lieu à un ouvrage présenté par Pierre Nora qui réunit à cette occasion des ego-histoires d'un certain nombre d'historiens, appliquant à eux-mêmes une méthode largement éprouvée sur les autres pour rendre plus transparent le rapport de l'histoire que l'on écrit avec celle qui façonne le regard de l'historien³. Ce souci de soi permet d'élucider les grands *topos* de la conscience historique d'une génération. On n'en est donc plus au temps où, comme le rappelle Marc Ferro, se tenait il n'y a pas si longtemps un grand colloque international sur la révolution de 1905, dans lequel il n'y eut aucun des trente participants qui proposa de faire une communication sur Nicolas II; ou d'un colloque précédent portant sur le gouvernement de Vichy, au cours duquel il ne fut pas question de Pétain.

Retour de la Maison France

Au tournant des années quatre-vingts, un grand débat a lieu en France sur l'enseignement de l'histoire, sur la perte des grands repères et la dilution de la mémoire nationale au profit d'une histoire éclatée. Le président de la République, François Mitterrand s'en émeut et fait part de ses inquiétudes. Les historiens recentrent alors leur discours sur la nation et l'on voit même l'historien Fernand Braudel, spécialiste des grands espaces, des économies-mondes hors des cadres nationaux, choisir le cadre national comme dernier objet d'investigation. En 1986 il publie *L'Identité de la France* qui commence par une profession de foi: «Je le dis une fois pour

toutes: j'aime la France avec la même passion, exigeante et compliquée, que Jules Michelet⁴», tout en précisant que cette passion sera tenue à distance dans son étude. Voir le pape de la nouvelle histoire retrouver le cadre des frontières nationales a de quoi surprendre, même si les *Annales* n'ont jamais vraiment déserté le territoire français, mais en s'attachant davantage à des monographies locales et délaissant l'horizon de l'État-nation. On assiste donc à un véritable retour du refoulé.

De son côté, Pierre Nora retrouve aussi le chemin du retour à la Maison France, même s'il s'agit d'une histoire qui se veut renouvelée, ayant la mémoire pour objet. Il commence la publication d'une énorme entreprise collective, à partir de 1984, avec *Les Lieux de mémoire*. Pierre Nora présente cet intérêt nouveau pour la mémoire et ses lieux comme l'expression même de l'épuisement de l'histoire, le symptôme d'une période post-historique dans laquelle «la raison d'être fondamentale d'un lieu de mémoire est d'arrêter le temps, de bloquer le travail de l'oubli, de fixer un état de choses⁵ (...)». Deux membres du comité de direction des *Annales*, André Burguière et Jacques Revel, ont aussi récemment rejoint le tour de France en dirigeant une autre entreprise collective dont la parution a commencé au début de l'année 1990 avec une *Histoire de la France* dont l'orientation reste fidèle à celle de l'école des *Annales* de la dernière génération, tout en limitant son propos au cadre national⁶. Cette histoire n'est pas celle de l'histoire-reconnaissance, légitimation *a posteriori* telle que l'a écrite Ernest Lavisse, elle lui oppose les acquis de la recherche historiographique et situe ainsi le Rhin non pas comme frontière naturelle entre France et Allemagne mais comme trait d'union entre les populations des deux rives, comme l'avait déjà précisément montré Lucien Febvre. La conception du pouvoir qui ressort du volume dirigé par Jacques Le Goff permet une prise en compte des représentations, des rêves, des symboles et de l'imaginaire collectif, étroitement

3. P. NORA, *Essais d'ego-histoire*, Gallimard, Paris, 1987 (Maurice AGULHON, Pierre CHAUNU, Georges DUBY, Raoul GIRARDET, Jacques LE GOFF, Michelle PERROT, René RÉMOND, réunis et présentés par Pierre Nora).

4. F. BRAUDEL, *L'Identité de la France*, Flammarion, Paris, 1986, p. 9.

5. P. NORA, *Les Lieux de mémoire, La République*, Gallimard, Paris, 1984, XXXII.

6. *Histoire de la France*, sous la direction d'André BURGUIÈRE et de Jacques REVEL, t. I (sous la direction de Jacques Revel); *L'Espace français*, t. II (sous la direction de J. Le Goff): *L'État et les pouvoirs*, Le Seuil, Paris, 1989.

imbriqués dans l'histoire réelle des souverains et du peuple. L'histoire des mentalités en vogue depuis les années soixante-dix est ici au coeur de l'analyse, et le défilé des dirigeants, souverains est saisi au travers de toute la symbolique du pouvoir qu'ils manient au mieux de leurs intérêts.

Mais derrière le repli à l'intérieur des frontières nationales, l'histoire-batailles traditionnelle, celle d'Ernest Lavisse, n'est pas loin comme on peut en juger avec la publication surprenante de *Histoire de France-Hachette*, dont les deux premiers volumes sont parus à la fin de l'année 1987 sous la direction de deux historiens des *Annales*, Georges Duby et Emmanuel Le Roy Ladurie. Les suivants sont aussi écrits par des historiens de la même école: François Furet pour le volume consacré à la Révolution et Maurice Agulhon pour celui qui a pour objet la République. On s'étonne de voir des historiens qui ont jusque-là ferrailé avec l'école positiviste, dite historiciste avec le plus grand mépris, en revenir à une approche lavissienne de l'histoire. La France y trouve un commencement. On se perdait en conjectures sur les origines troyennes, gauloises ou franques, et l'on découvre à l'heure du millénaire capétien que la France commence avec Hugues Capet en 987, il y a juste mille ans ! On y retrouve les étapes des grandes chroniques de France qui ont pour fonction de légitimer le pouvoir royal en place à partir d'une nation-annonciation, véritable légende des siècles comme l'a récemment montré avec justesse et minutie l'historienne Suzanne Citron dans son dernier livre, *Le Mythe national*⁷. Cette mythologie, qui perçoit la réalité au travers d'une fétichisation de la réalité nationale, est aujourd'hui plus que jamais à l'oeuvre dans tout un courant de révision de l'histoire coloniale. Ce courant rompt radicalement avec le discours tiers-mondiste qui a été le courant dominant des années soixante, et propose une nouvelle lecture de la page coloniale de la France. Elle vise à déculpabiliser la métropole et à offrir un bilan globalement positif de ce qui est perçu comme un apport des colons aux colonisés.

7. S. CITRON, *Le Mythe national*, EDI, Paris, 1987.

La parution toute récente d'une grande fresque collective sur l'histoire coloniale française⁸ est symptomatique de cette évolution. C'est une histoire recentrée sur la métropole coloniale. Certes, l'ouvrage s'en prend avec justesse à quelques mythes, à quelques outrances chiffrées comme celles des 45 000 morts de Sétif en Algérie en 1945 et à ce qui fut qualifié de «génocide français en Algérie», mais est-ce une raison suffisante pour considérer le bilan global de la colonisation sans tenir compte de sa dimension éthique, de sa dimension d'exploitation, de domination et d'ignorance de l'autre dans son altérité?

Les chantiers pionniers

Un chantier plus novateur s'est ouvert récemment avec l'histoire intellectuelle. Celle-ci n'est pas la simple renaissance de l'histoire des idées car elle s'est incarnée dans des institutions et a été mise en relation avec ses supports de diffusion. On peut noter, entre autres, le travail de Roger Chartier : *Histoire de l'édition française* (Promodis), de Jean-François Sirinelli sur les khâgnes dans l'entre-deux-guerres⁹ ou de Pascal Ory avec Jean-François Sirinelli : *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours* (A. Colin).

L'attention de l'historien se porte dans ces ouvrages aussi bien sur le comportement des acteurs de la vie intellectuelle que sur les productions de leurs actions, soit sur leurs oeuvres. Jean-François Sirinelli décrit ainsi l'itinéraire politico-intellectuel d'une génération bien circonscrite, née autour de 1905, élève dans les années vingt des classes préparatoires de l'École normale supérieure, les khâgnes. C'est ainsi que l'on voit se côtoyer Jean-Paul Sartre, Raymond Aron, Claude Lévi-Strauss, Maurice Merleau-Ponty, Georges Canguilhem, Jean Cavailles, et le problème que se pose l'historien est de se demander pourquoi cette génération fut la première à s'engager activement alors que l'intervention des clercs

8. *Histoire de la France coloniale*, de Jean MEYER, Jean TARRADE, Annie REY-GOLDZEIGUER, Jacques THOBIE, Gilbert MEYNIER, Catherine COQUERY-VIDROVITCH et Charles-Robert AGERON, t.I: *Des Origines à 1914*; t.II: *1914-1990*, Armand Colin, Paris, 1991.

9. J.-F. SIRINELLI, *Génération intellectuelle*, Fayard, Paris, 1988.

dans la vie publique était exceptionnelle, malgré le cas inaugural de l'affaire Dreyfus. Sirinelli donne une réponse séduisante avec son concept de génération qui ne se limite pas à un phénomène biologique de classe d'âge, mais s'articule autour d'événements fondateurs d'une identité historique pour un groupe apparemment hétérogène dans ses prises de positions ; et, pour le cas étudié, il s'agit de la Première Guerre mondiale, événement particulièrement traumatique. La seconde intuition de cette démonstration est celle de l'homogénéisation à partir du moule commun des khâgnes et de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm. Cet examen de l'histoire des idées dans leur contexte matériel, socio-culturel, a eu un initiateur, dans un tout autre domaine, avec les travaux de Carlo Ginzburg : *Le Fromage et les Vers* (Flammarion). Faisant état de la pensée d'un meunier au XVI^e siècle, il théorise ce type de récit comme l'émergence d'un genre nouveau: la *microstoria*, qui permet de révéler l'enracinement des systèmes de pensée religieuse dans la sensibilité populaire. Cette approche historique, à l'écart des sphères du pouvoir, est reprise aujourd'hui par l'historienne qui a travaillé avec Jacques Rancière puis avec Michel Foucault : Arlette Farge. Elle s'attache à exhumer l'étude des minuscules événements du grain quotidien de la vie à travers une plongée dans *L'Archive* (Le Seuil).

Un autre grand chantier vient d'être ouvert qui permet de nouveau de déplacer les frontières de l'histoire; il est le fruit d'un immense travail collectif autour de l'historienne Michelle Perrot qui vient de publier les deux premiers volumes d'une *Histoire des femmes* sous sa direction et celle de Georges Duby chez Plon. À l'origine de cette somme historique qui permet à la femme de sortir de ce monde du silence où on l'avait enfermée, prisonnière des discours tenus sur elle par des hommes définissant ce que devait être sa véritable nature, il y a un séminaire que lance Michelle Perrot, dans une nouvelle université parisienne (Jussieu, Paris-VII), en 1973 sur le thème : «Les femmes ont-elles une histoire?» Elle constitue alors autour d'elle tout un groupe d'historiens, de sociologues, en quête de sources nouvelles dans le climat porteur de l'après-68 qui révolutionne le rapport homme/femme. C'est à ce moment décisif que la réflexion s'est infléchi vers la redécouverte des exilés de l'histoire, des exclus, des silencieux,

des cultures opprimées. Ce premier temps de l'histoire des femmes a consisté à redonner la parole à ces femmes oubliées, à leur restituer une image. Cette sortie du refoulement fut la phase polémique de cette histoire, dénonciatrice des entreprises de domination du pouvoir masculin. La culture féminine qui en est résultée était une culture en négatif, marquée tragiquement par la marque de l'Autre: les femmes violées, battues, exploitées... Mais il restait à construire une histoire en positif à partir d'une démarche historique plus construite, plus dynamique, moins fermée sur elle-même par ses objectifs initiaux de combat militant: une histoire conçue comme une pierre majeure dans la compréhension d'une histoire globale. C'est à ce stade, celui de la sérénité d'un front pionnier qui a avancé à pas de géant dans la constitution d'un vaste corpus de textes et de représentations, que correspond l'entreprise éditoriale de Michelle Perrot.

Une histoire sociale renouvelée

La grande victime des retours du politique et du biographique aura été cette histoire sociale impulsée par la première génération des *Annales* depuis 1929 et poursuivie par Fernand Braudel, au point que François Furet en a proclamé la mort et proposé une lecture de la Révolution française très étroitement politiste.

Cependant, l'on assiste aujourd'hui à une certaine renaissance de cette histoire sociale sur des bases renouvelées. Celle-ci fut longtemps confondue avec la seule histoire ouvrière. C'est le père du grand *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Jean Maitron, qui avait fondé en 1960 la revue *Le Mouvement social*, dans la perspective des travaux impulsés dans les années cinquante et soixante par Ernest Labrousse. Cette histoire sociale avait emprunté les méthodes quantitatives de l'histoire économique et son ambition était de reconstituer les diverses stratifications sociales de la société française dans un cadre essentiellement départemental. Là encore, le dialogue avec la sociologie, les politicologues, les linguistes a permis d'ouvrir l'horizon de cette histoire sociale à une réflexion sur les discours dans leurs interactions avec les pratiques, sur la dimension stratégique du mode de positionnement des diverses catégories sociales. Après une époque où l'histoire sociale fut largement tributaire de

l'histoire économique, lorsque cette dernière était considérée comme déterminante en dernière instance, elle tend aujourd'hui à s'autonomiser pour se rapprocher davantage de la sociologie et de l'ethnologie et faire son miel de tous les domaines, que ce soit celui de la ville, de l'entreprise, des rapports des sexes, des pratiques symboliques. Moins que par la singularité de son objet, l'histoire sociale s'identifie aujourd'hui à un mode de problématisation particulier. C'est dans cette perspective que l'historien Gérard Noiriel définit ce qu'il appelle une «approche subjectiviste du social¹⁰». Il situe son intervention dans le sillage tracé par l'épistémologie pratique de Lucien Febvre pour contribuer au succès d'une histoire sociale à part entière, en rappelant les propos de celui-ci lorsqu'il écrivait en 1960 que, si l'on a fait la théorie de l'histoire, on n'en a pas fait sa sociologie. Le paradigme subjectiviste doit permettre à cet égard de prendre en compte ce qu'a écarté l'approche purement quantitativiste. Cela permettra de faire valoir la notion d'expérience vécue, longtemps écartée dans une perspective scientifique et mutilante: «L'approche subjectiviste invite ainsi à tout un travail critique visant à remettre en cause les évidences quotidiennes, visant à voir dans toutes les choses qui nous paraissent naturelles un produit arbitraire de l'histoire sociale¹¹». Cette histoire sociale s'ouvre alors sur tout un travail consacré aux modes d'objectivation du savoir, aux implications du passé sur la société présente. En historicisant ses matériaux et ses méthodes, l'historien du social permet, en outre, d'éviter toute forme de naturalisation des objets sociaux.

Gérard Noiriel a commencé à mettre en application ses principes épistémologiques en lançant récemment une nouvelle collection chez Calmann-Lévy : «Les temps qui courent» qui entend éclairer les enjeux du présent et répondre à la fonction sociale de l'histoire. Il vient de publier une archéologie du droit d'asile en Europe qui fait la démonstration de la fécondité de la notion de «fait social total¹²» de Marcel Mauss. Réfutant une approche purement juridique, Noiriel montre à quel point les

inflexions des pratiques du droit d'asile dépendent de l'évolution de la société dans toutes ses composantes, autant économiques que symboliques. À ce titre, le livre de Noiriel est aussi un manifeste pour une autre histoire, globale. En choisissant pour objet ce problème majeur que pose le flot croissant des réfugiés politiques au rythme des grands séismes historiques, Noiriel rappelle l'urgence d'un droit hautement proclamé, mais le plus souvent contingenté dans des limites très étroites : le droit d'asile. Il rappelle la position inaugurale de Robespierre en 1793 lorsqu'il proclame ce droit qui n'est encore que la version laïcisée de la coutume religieuse lorsqu'elle protégeait les malheureux contre toutes les formes d'oppression. Il suit le sort réservé aux «infirmes du national» que sont les réfugiés et met en valeur le décalage entre les pétitions de principe et la pratique. Il discerne ainsi un moment tournant, autour de 1880-1890 provoqué par le processus de nationalisation du social, porteur d'une modernisation des moyens d'identification des individus afin de mettre en place un espace politique homogène dans lequel on distingue les ressortissants nationaux des étrangers. À l'orée du bicentenaire de ce droit, un nouveau tournant est en cours qui n'est pas sans rappeler le phénomène protectionniste de la fin du XIX^e siècle, tout en se situant cette fois au plan européen. L'afflux des réfugiés des pays du Sud est aujourd'hui fortement limité par la réactivation de tout un dispositif mis en place dès la fin du XIX^e siècle, l'informatique en plus, pour décourager l'arrivée de nouveaux venus.

Cette histoire sociale s'est surtout ouverte dans la dernière période sur une histoire culturelle qui est devenue le courant dominant sous divers vocables, tout d'abord celui d'histoire des mentalités à partir des années soixante, puis d'anthropologie historique et enfin d'histoire socio-culturelle. D'abord tributaire des méthodes et de la temporalité longue de l'histoire économique, cette forme d'histoire s'est aussi émancipée de cette tutelle. Elle s'est d'abord attachée aux pensées invariables, à ce qu'Ernest Labrousse désignait comme les résistances du mental, s'efforçant de qualifier sociologiquement les systèmes de croyance et les pratiques culturelles. Elle avait pour fonction de montrer en quoi l'histoire permettait de comprendre les lenteurs, les blocages du développement économique, en accédant aux

10. G. NOIRIEL, «Pour une approche subjectiviste du social», *Annales*, nov.-déc. 1989, p. 1435-1459.

11. *Ibid.*, p. 1453.

12. G. NOIRIEL, *La Tyrannie du national. Le droit d'asile en Europe 1793-1993*, Calmann-Lévy, Paris, 1991.

mentalités collectives présentées dans leur caractère immuable. Il y a peu, la pertinence des traitements sériels, des découpages de l'histoire quantitative fut remise en cause «comme une forme d'objectivation appauvrissante¹³». Le retour du sujet, de l'ego a accompagné un mouvement d'interrogation sur les expériences-limites, les témoignages singuliers hors des normes et des moyennes statistiques dont témoigne le succès de la collection «Terre humaine» chez Plon. Par ailleurs, le distinguo en usage opposant une culture d'élite à une culture populaire est apparu comme trop simple au regard des imbrications complexes de ces deux niveaux dont on ne peut rendre compte qu'en s'attachant aux articulations du singulier et du collectif et en évitant de rabattre systématiquement les pratiques culturelles sur leur substrat socio-professionnel. L'histoire culturelle se reformule donc à partir du jeu multiple des pratiques et des représentations à partir d'un champ défini dans son autonomie par rapport au social comme l'illustre Roger Chartier dans ses investigations sur les diverses manières de lire, sur les modalités de la croyance ou les divers usages de l'espace.

Une autre dimension de l'histoire sociale se développe aujourd'hui et renoue avec une des grandes ambitions non réalisées de la première génération des *Annales*, c'est l'utilisation du savoir historien à l'intérieur même des entreprises, des décideurs de la vie économique et sociale. Dans ce domaine, une réévaluation de l'image des littéraires est en cours, et l'historien, qui est resté longtemps tenu dans une distance maximale par rapport aux véritables acteurs sociaux, bénéficie de cette sortie du purgatoire. Il y eut des initiateurs, notamment l'historien Jean Bouvier qui avait réussi à s'introduire aux archives du Crédit Lyonnais à l'insu de la direction de l'entreprise et avait ainsi pu soutenir une thèse qui fait autorité sur le sujet. Sur le modèle américain de la revue *Public Historian*, éditée par l'université Santa Barbara, qui est destinée à promouvoir des historiens dans le monde des affaires et des grandes agences publiques, un premier cabinet d'histoire privé fut créé en France en 1983 par Félix Torres et Maurice Hamon. Ils défendent une conception pragmatique, fonctionnelle du

savoir historien et suscitent des rencontres et une véritable collaboration entre historiens et dirigeants d'entreprise soucieux de leur image dans une société où le message de communication compte souvent plus que le produit lui-même. C'est ainsi qu'une première grande rencontre a pu avoir lieu à Blois au printemps avec les dirigeants de Saint-Gobain¹⁴. Des chantiers sont en cours d'élaboration et ont déjà donné lieu à un certain nombre de résultats qui témoignent de la fécondité de ce champ d'investigation. Michael Miller a obtenu des dirigeants du grand magasin Au Bon Marché de pouvoir descendre dans les caves de son passé connu au plan littéraire sous le nom donné par Zola : *Au Bonheur des dames*¹⁵. Michel Dreyfus a reconstitué les sources de cette histoire sociale dans un ouvrage où figurent toutes les activités des éco-musées, des associations ainsi que les richesses des bibliothèques municipales. Il permet ainsi d'exhumer toute une part de la mémoire faite du labeur des travaux et des jours, des micro-réalités et spécialités locales : celle du peigne à Oyonnax, de l'espadrille à Saint-Laurent-de-Cerdans, celle du papier peint de Rixheim¹⁶. Comme on peut le mesurer, l'histoire sociale n'est pas morte, contrairement aux vœux de certains qui auraient souhaité la rejeter dans les poubelles des résidus de l'historiographie d'hier.

13. R. CHARTIER, dans *L'Histoire en France*, La Découverte, Paris, 1990, p. 92.

14. *Mémoire d'avenir. L'Histoire dans l'entreprise*, de Maurice HAMON et Félix TORRES, Economica, Paris, 1987.

15. Michael B. MILLER, *Au Bon Marché (1869-1920). Le consommateur apprivoisé*, Armand Colin, Paris, 1987.

16. M. DREYFUSS, *Les Sources de l'histoire ouvrière, sociale et industrielle en France (XIX^e-XX^e siècles)*, Éditions ouvrières, Paris, 1987.